

# En Grève!

# ultimatum

NOMBRE D'ÉTUDIANTES ET D'ÉTUDIANTS EN GRÈVE:

167 568

(EN DATE DU 7 MAI 2012)

BLOQUONSLAHAUSSE.COM

LE JOURNAL DE LA COALITION LARGE DE L'ASSOCIATION POUR UNE SOLIDARITÉ SYNDICALE ÉTUDIANTE (CLASSE)

## L'OFFRE DU GOUVERNEMENT: UN ÉCRAN DE FUMÉE...



PHOTO DE LA MANIFESTATION À VICTORIANVILLE AYANT EU LIEU VENDREDI DERNIER

ARNAUD THEURILLAT-CLOUTIER, ÉTUDIANT EN PHILOSOPHIE ET CÉLINE HEQUET, ÉTUDIANTE EN SOCIOLOGIE

Samedi le 5 mai dernier, à 20h exactement, le gouvernement a dressé un écran de fumée devant les étudiants et étudiantes, alors que l'anti-émeute de la Sûreté du Québec avait déjà dressé un autre mur de gaz à Victoriaville. Contrairement à ce qu'on nous laisse croire, cette solution de « sortie de crise » n'est pas une entente « gagnant-gagnant ». Malgré l'urgence, les grévistes doivent rester lucides : la crise n'a pas encore trouvé de sortie honorable.

Le gouvernement nous propose de suspendre 125\$ des frais afférents<sup>1</sup> pour la session d'automne 2012, ce qui compenserait de façon temporaire la première hausse des droits de scolarité. Ce répit permettrait à un comité d'évaluer si certaines dépenses « inutiles » de nos universités ne pourraient pas être économisées afin de réduire, à long terme, lesdits frais afférents. Dans le cas contraire, si on ne trouvait rien à retrancher, la facture étudiante continuerait d'augmenter de 1778 \$ sur sept ans, comme prévu dans la dernière « offre ». Le gouvernement n'aurait donc plus à évaluer les besoins des universités pour justifier sa hausse. Le fardeau de la preuve serait remis entre nos mains, nous qui arguons qu'il n'y a pas de sous-financement. Ce serait donc à nous de prouver que l'argent actuellement investi est suffisant, mais n'est simplement pas dépensé au bon endroit selon la mission première de l'université, c'est-à-dire l'enseignement et la recherche fondamentale.

Cette preuve, toutefois, nous l'avons déjà faite dans l'espace public et à la table de négociations. Rappelons que la hausse des droits de scolarité serait tout de même maintenue, et ce, pour des raisons politiques, comme l'a avoué le négociateur du gouvernement, Pierre Pilote, lors de la première ronde de négociations. Ainsi, dans le meilleur des cas, nous ne pourrions freiner l'augmentation de la facture étudiante que de quelques centaines de dollars, selon les frais afférents demandés dans les différentes institutions<sup>2</sup>. Bref, ceci n'est pas une proposition de gel, ni même de moratoire sur la hausse des frais. Il s'agit d'une proposition qui concerne strictement les frais afférents et mènerait, au mieux, à leur abolition.

Cependant, cette abolition semble peu probable. En effet, sur ledit comité dont la mission managériale est « d'évaluer les hypothèses d'utilisation optimales des ressources financières des universités » siègeraient une majorité de... gestionnaires<sup>3</sup>. Les huit membres d'associations étudiantes et d'organisations syndicales diront : « Faisons moins de publicité » et les dix gestionnaires répondront : « Nos universités doivent demeurer compétitives ». Nous dirons : « Faisons moins de campus satellites »; ils et elles répondront : « Nos universités doivent demeurer compétitives ». « Moins d'argent pour les cadres ! »; « Compétitives ! » et ainsi de suite pendant huit mois. Pourquoi « compétitives »?, pourrait-on se demander. Mais peu importe la réponse, l'issue des votes sera à la faveur des gestionnaires.

Nous sommes en droit de demander pourquoi siègent sur ce comité d'autres gens que les étudiants, étudiantes, professeur-e-s, chargé-e-s de cours et personnel de soutien, ceux-là même qui font vivre nos universités au jour le jour. On cherche à nous faire croire qu'il s'agit d'une difficulté technique qui nécessite de faire appel à des « spécialistes » pour être résolue. Pourtant, ce débat n'en est pas un de chiffres; rien ne sert d'éplucher les comptes ensemble. Les gestionnaires ne partagent pas nos valeurs; nous n'avons pas la même vision de société. À titre d'exemple, l'investissement dans la recherche universitaire

commercialisable n'est pas une « mauvaise dépense » au sens comptable du terme, mais bien un « problème » au sens politique.

Ce que le gouvernement nous demande, en fait, c'est de reporter à plus tard les négociations et surtout, de renoncer à notre rapport de force, autant dans la rue qu'à la table de discussions. Sans grève et sans majorité au comité, nous serons incapables de faire passer la vision de l'université promue par la CLASSE. En acceptant cette « entente », nous ne ferions que décaler de quelques mois une hausse forcée de la facture étudiante.

Qui plus est, par cette pseudo-consultation, Line Beauchamp vise à justifier chaque dollar arraché de nos poches par une dépense « indispensable ». Elle perpétue ainsi le modèle clientéliste auquel elle tente de nous convertir : qualité garantie ou argent remis ! Siéger à un tel comité reviendrait ainsi à sanctionner le principe d'utilisateur-payeur : l'utilisation de chaque dollar de la facture étudiante serait approuvée par la communauté étudiante elle-même en tant que clientèle à satisfaire. Or, une question est de savoir si l'argent va au bon endroit; celle-là, nous l'avons déjà posée. Une autre consiste à savoir qui doit payer pour ces dépenses justifiées. C'est précisément la question évacuée par ce comité provisoire, car la « juste part » des étudiants et étudiantes est, quant à elle, tenue pour acquise.

Dans nos assemblées générales, cette semaine, refusons de jouer le dindon de la farce. Maintenons la ligne dure pour les quelques jours qui restent. Les cégéps menacent d'annuler la session : le gouvernement à le couteau à la gorge. Poursuivons la grève, continuons la perturbation, accentuons le rapport de force pour une victoire totale et immédiate, ce printemps !

<sup>1</sup> Les frais afférents ou frais institutionnels obligatoires (FIO) sont composés, selon les établissements, de frais d'inscription, d'administration, pour la vie étudiante, technologiques, etc.

<sup>2</sup> Moyenne des frais institutionnels obligatoires (FIO, aussi appelés frais afférents) par étudiant et étudiante en 2010-2011 : 702,42 \$ par année. Source : <http://1625canepassepas.ca/la-hausse/les-frais-institutionnels-obligatoires/>

<sup>3</sup> Six recteurs ou rectrices nommé-e-s par la Conférence des recteurs et principaux d'Universités du Québec (CRÉPUQ), deux hommes ou femmes d'affaires nommé-e-s par la ministre, un ou une cadre des cégéps nommé-e par la ministre, un ou une membre du ministère de l'éducation.

POUR ÊTRE AU COURANT DES ACTIONS  
À VENIR.



[bloquonslahausse.com](http://bloquonslahausse.com)  
[/calendrier](http://bloquonslahausse.com/calendrier)

CLASSE  
[www.bloquonslahausse.com](http://www.bloquonslahausse.com)

# Les libéraux assiégés

## COMPTE-RENDU DE LA MANIFESTATION DU 4 MAI DERNIER

JULIEN ROYAL, ÉTUDIANT EN COMMUNICATION POLITIQUE

Le 4 mai 2012, des organisations étudiantes, syndicales, communautaires, féministes et écologistes ont convergé vers Valleyfield dans le but de perturber la tenue du congrès du Parti libéral du Québec (PLQ). Cette manifestation, d'abord pacifique, est vite devenue le cadre de violents affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants.

Après 12 semaines de grève étudiante, la tension est à son comble. Le Parti libéral, craignant la colère populaire suscitée par ses décisions politiques, avait déplacé son congrès devant initialement se tenir à Montréal vers la ville de Victoriaville, un lieu éloigné des grands centres urbains. Cette fuite des libéraux n'a pas freiné l'ardeur des associations étudiantes d'un peu partout au Québec qui ont aussitôt organisé des transports en autobus pour se rendre jusqu'au congrès. Autour de 18 heures, une foule composée non seulement d'étudiants et d'étudiantes en grève, mais aussi de nombreux travailleurs et travailleuse qui se mirent en marche vers le centre des congrès de Victoriaville. Sous le thème « Colère générale contre le parti libéral », les différentes organisations visaient à dénoncer les politiques publiques du PLQ, plus particulièrement la tarification des services publics (électricité, santé, éducation) et les récentes privatisations opérées à l'intérieur des ministères et des entreprises d'État.

### Une violente répression

Arrivés devant le centre des congrès de Victoriaville, les manifestants et manifestantes ont très vite démonté les barrières de sécurités imposées par la Sûreté du Québec (SQ) dans le but de pouvoir s'approcher du bâtiment et faire entendre leurs slogans aux libéraux terrés à l'intérieur. Bien qu'aucune vitre ou mobilier du centre des congrès ne fût endommagé, la SQ est vite intervenue pour dissiper la foule, sans lancer aucun avertissement. Ce qui choque particulièrement parmi les agissements des agents de la SQ, c'est la force démesurée employée contre les manifestants. Des quantités importantes de gaz lacrymogène

furent déversées dans la foule affectant tant les étudiantes et les étudiants que de nombreux manifestants et manifestantes plus âgées, parfois accompagnées d'enfants s'étant regroupés un peu plus loin. Des heures intenses de confrontation opposant manifestantes et manifestants aux forces policières suivirent cette intervention malhabile. Deux étudiants furent grièvement blessés par les armes des policiers, la SQ n'ayant pas hésité à employer des balles « non-létales » pour



disperser la foule. L'emploi de ces munitions fabriquées en plastique rigide contre les manifestants et manifestantes finit par perforer l'œil d'un camarade, étudiant au cégep de Saint-Laurent. Au lendemain de ces affrontements, l'air autour du centre de congrès restait encore marqué par la présence des gaz utilisés la veille.

# La dernière « offre » du gouvernement

## ANALYSE CRITIQUE

ÉRIC MARTIN, CHERCHEUR À L'IRIS (L'INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES)

Le gouvernement garde le cap sur la hausse mais propose d'instaurer un comité qui évaluerait l'utilisation des ressources dans les universités. Les économies réalisées pourraient réduire les frais afférents et compenser la hausse des frais de scolarité. L'affaire peut sembler sympathique. Mais cette concession apparente est, encore une fois, un cadeau empoisonné.

D'une part, le gouvernement ne recule pas sur la hausse et réussit à en faire reconnaître la légitimité, alors que cette mesure injuste et antisociale a été justifiée par un prétendu sous-financement complètement fallacieux. La hausse est maintenue comme s'il s'agissait d'une fatalité cosmique.

Ensuite, ce sont les étudiants et étudiantes qui deviennent responsables de faire le ménage dans le gaspillage et de gratter les fonds de tiroir des budgets universitaires pour essayer de regagner d'une main ce que la hausse leur prend de l'autre. C'est vrai qu'il y a du gaspillage et toutes sortes de mésusages de fonds dans l'université, mais il sera difficile d'en convaincre un comité où les étudiantes et étudiants (4) et le personnel (4) sont minoritaires devant les recteurs et rectrices (6), les gens d'affaires (2), le gouvernement (1). Il sera encore plus difficile de trouver une somme suffisante pour éliminer complètement la hausse puisque l'offre du gouvernement vise à réduire uniquement les frais institutionnels des universités, ceux-ci n'équivalent pas à un montant comparable à 1778\$.

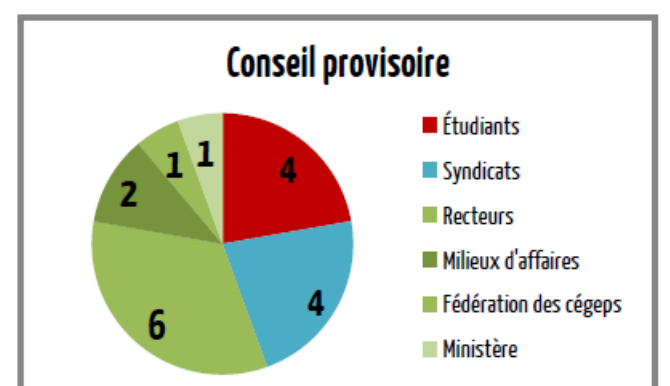
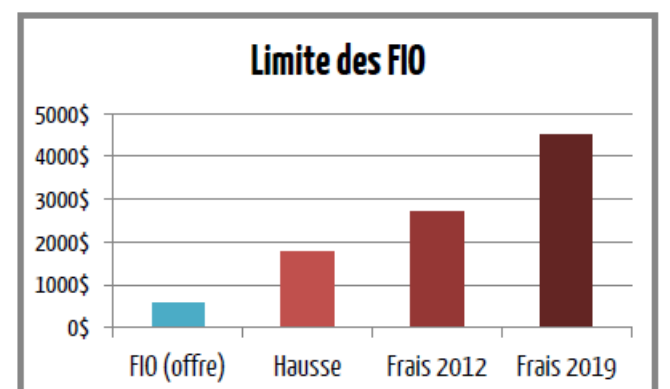
L'affaire la plus pernicieuse dans tout cela c'est que le gouvernement en profite pour jeter les bases d'un mécanisme d'assurance-qualité permanent qui aura pour tâche de contrôler en continu l'utilisation optimale des ressources universitaires en se basant sur les « meilleures pratiques », c'est-à-dire sur des critères marchands de performance et d'efficacité qui viennent des modèles britanniques et américains d'universités commercialisées.

Ceci permet de retirer du pouvoir à la CREPUQ (qui adhérait déjà tout à fait à la logique de marchandisation universitaire et qui conserve quand même un nombre de sièges enviable sur le nouveau comité) pour soumettre les universités à un pouvoir d'expertise externe et à de nouvelles normes de performance qui minent l'autonomie universitaire, la liberté académique, l'indépendance institutionnelle et le contenu de l'éducation pour l'arrimer aux impératifs de la valorisation et de la croissance de l'économie.

Ce qui débarque au Québec, c'est tout le projet de l'économie du savoir recopié depuis le processus de Bologne, avec ses trois piliers : 1) réforme du financement (plus de privé), RPR et hausse des frais 2) réforme managériale de la gouvernance et 3) instauration de mécanismes d'assurance-qualité. Ironiquement, chaque offre gouvernementale sert à aller encore un peu plus loin dans cette direction. Il n'est pas besoin de s'étendre longuement sur la catastrophe que tout ceci représente pour l'éducation publique.

Bref, la hausse continue, et si les étudiants et étudiantes veulent regagner un peu des sous qu'ils engloutiront dans l'aventure, ils devront accepter de participer à un comité qui n'est pas véritablement intéressé à en finir avec le gaspillage universitaire. Il sera peuplé de gens qui ne veulent pas les écouter et qui pensent, du reste, que de l'argent dans l'université, il n'y en a jamais assez, car il faut être « concurrentiel » dans la mondialisation et tutti quanti. C'est d'ailleurs pour cela qu'ils montent les frais même si aucun argument sérieux ne le justifie, sauf peut-être le fantasme de copier le Canada, l'Angleterre et les USA. Pour être concurrentiel, il faut faire comme ceux qui ont détruit l'accès universel à l'éducation, et qui ont branché l'offre de programmes sur les injonctions de l'économie avec des mécanismes d'évaluation en continu pour savoir si on est assez collé sur le business, ou s'il faut encore s'oublier un peu plus comme universitaires. Payez ou aidez-nous à rationaliser l'université : des deux côtés, c'est du win-win pour l'État entrepreneurial...

# CONSEIL PROVISOIRE ÉCONOMIES SUR LES FIO



REPRÉSENTATION GRAPHIQUE DE L'OFFRE DU GOUVERNEMENT:

1. GAINS MONÉTAIRES SUITE À L'ABOLITION DES FRAIS INSTITUTIONNELS OBLIGATOIRES

2. COMPOSITION DU CONSEIL PROVISOIRE SUR LA GESTION UNIVERSITAIRE TEL QUE PROPOSÉ PAR L'OFFRE ACTUELLE